



Entretien avec Serge Latouche

« Le changement de cap ne se fera pas sans douleur »

Face aux catastrophes environnementales annoncées, il faut selon Serge Latouche une décroissance rapide de l'empreinte écologique des pays du Nord. Cette décroissance passe par la relocalisation de l'économie, la sortie de la société du travail et le retour à une vie démocratique plus localisée.

Cosmopolitiques: Quelle est votre définition de la décroissance ?

Serge Latouche: Contrairement à la croissance qui fait l'objet de modèles et de théories économiques, la décroissance est un slogan dont le but est de casser la langue de bois « croissantiste ». Pour être précis, il faudrait plutôt parler d'acroissance, comme on parle d'athéisme.

Cosmopolitiques: Que faut-il faire décroître ? Le PIB ou l'empreinte écologique ?

Serge Latouche: L'empreinte écologique. Il faut trois Terres pour vivre comme un Français. Notre mode de vie n'est donc pas soutenable sur le plan biophysique. On pourrait imaginer sur le papier une réduction de l'empreinte écologique compatible avec le capitalisme et la croissance du PIB, en augmentant la production de biens immatériels et en diminuant la production de biens matériels, en augmentant les massages et en diminuant les automobiles ! Mais dans la pratique, casser la logique de la croissance, de l'accumulation illimitée du capital dans un monde





fini, c'est tuer le capitalisme. Depuis plus de trois siècles, le système économique porte en lui l'utilisation irraisonnée des ressources de la planète mais nous sommes arrivés aujourd'hui au point où tout bascule. Comme dans la métaphore de l'algue verte, plante qui multiplie chaque année par deux l'espace qu'elle occupe dans l'étang: microscopique, elle met un temps infini à coloniser une part significative de l'étang; mais ensuite, il ne lui faut que quelques années pour occuper tout l'espace.

Cosmopolitiques: Avez-vous déjà calculé votre propre empreinte écologique ?

Serge Latouche: Oui, mais je ne suis pas allé au bout du test car je me suis aperçu de la difficulté de raisonner au strict niveau individuel. On me demandait par exemple si je mangeais de la viande. Or la question essentielle n'est pas de savoir si je mange de la viande, mais comment cette viande est produite. Je mange aujourd'hui autant de viande que dans les années 1960, mais le steak que je consomme contient plus de pétrole, et les animaux sont nourris avec des tourteaux de soja cultivés sur les brûlis des forêts primaires d'Amazonie... Idem pour le yaourt du petit-déjeuner qui fait aujourd'hui 9000 kilomètres avant d'être consommé, alors qu'il provenait du lait des élevages alentour dans les années 1960. Ce qui a explosé, ce n'est pas la consommation individuelle en tant que telle, mais le coût environnemental qu'elle incorpore. C'est pourquoi il faut évidemment de la sobriété volontaire individuelle, mais celle-ci doit déboucher sur un changement des politiques publiques et du système sinon elle reste relativement inutile.

Cosmopolitiques: Que seraient des politiques publiques « décroissancistes » dans un domaine clé comme l'énergie ?

Serge Latouche: Dans le domaine de l'énergie, ce serait l'application du scénario négaWatt qui permet de réduire par quatre la consommation d'énergie sans diminuer la satisfaction. On pourrait aussi mettre en œuvre les amendements qu'avait proposés le député Vert Yves Cochet lors de la discussion parlementaire sur la loi d'orientation sur l'énergie. Il s'agissait de fixer un objectif annuel de diminution de la consommation de pétrole de 2 % par an et de 1 % pour la consommation énergétique. Cela revient en quarante ans à sortir de notre dépendance vis-à-vis du pétrole et d'aborder la pénurie de cette ressource dans de bonnes conditions. Ces propositions ont été balayées d'un revers de la main et n'ont même pas été débattues.





Cosmopolitiques: Vous souhaitez la « relocalisation » de l'économie. Qu'est-ce que cela signifie concrètement ?

Serge Latouche: Cela veut dire, par exemple, d'arrêter les transports internationaux totalement inutiles. La plupart des 4000 camions qui franchissent les Pyrénées chaque jour transportent en grande partie la même chose des deux côtés. Lors de la catastrophe du Mont-Blanc, parmi les camions qui ont brûlé, il y en avait un qui transportait de l'eau en bouteille de France vers l'Italie et un autre qui transportait... de l'eau en bouteille de l'Italie vers la France; un troisième qui transportait du papier-toilette vers l'Italie et un quatrième qui transportait... du papier-toilette dans l'autre sens !

Relocaliser l'économie, c'est aussi lutter contre les délocalisations. On voit que les gens sont prêts à se battre pour pouvoir continuer à vivre au pays. En matière alimentaire, c'est par exemple monter des Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (Amap), qui permettent de maintenir en vie une exploitation à proximité des villes.

Mais relocaliser l'économie ne peut se faire que si on relocalise la vie, si on retrouve le sens du vivre localement par rapport au transnational. Nous avons aujourd'hui une vie virtuelle, car nous ne sommes jamais bien là où nous sommes. Et pour compenser cette insatisfaction, nous voyageons tout le temps. Il faudrait au contraire réapprendre à être heureux là où on est et à voyager virtuellement avec les nouvelles technologies. Et, en parallèle, il faut relocaliser la politique pour que l'on puisse décider de son destin localement. Car si la démocratie a un sens, ce n'est pas à 60 millions et encore moins à 6 milliards.

Cosmopolitiques: Justement, à quel niveau faudrait-il mener en priorité les politiques de décroissance ?

Serge Latouche: Ces politiques doivent se mener à tous les niveaux, mais en commençant probablement au niveau local car c'est là que les gens peuvent maîtriser leur destin. Les marges de manœuvre semblent plus grandes localement. Des États américains appliquent le protocole de Kyoto alors que l'État fédéral refuse de le faire; des régions, des communes d'Europe se sont déclarées zones hors AGCS (Accord général sur le commerce et les services) ou sans OGM (Organismes génétiquement modifiés), ce qu'aucun État n'a fait. Des communes, comme celle où je réside dans les Pyrénées-Orientales, ont réussi à se débarrasser de Bouygues pour gérer leur eau, ce qui semble impossible au niveau national. Des villes moyennes se sont réunies dans un « club



des villes lentes ». Elles limitent leur taille à 60 000 habitants maximum afin d'essayer de faire vivre la démocratie directe. Les politiques nationales sont plus difficiles à faire évoluer car c'est là que se cristallisent tous les corporatismes. Nous n'avons pas aujourd'hui de programme décroissant avec un ensemble de mesures précises à proposer au niveau français, car il ne sert à rien d'entrer dans le détail tant que les conditions politiques et comportementales minimums ne sont pas réunies.

Cosmopolitiques: Et au niveau mondial, avez-vous des propositions ?

Serge Latouche: Au niveau mondial, ce qui apparaît d'abord, c'est la puissance des multinationales et des enjeux financiers qui suscite un sentiment d'impuissance largement contre-productif. En restant dans l'utopie, il faudrait repartir de démocraties locales refondées qui constitueraient ensuite des démocraties de démocraties dans une sorte de « palabre interculturel ».

Cosmopolitiques: Les politiques publiques de décroissance sont-elles socialement acceptables ? Elles supposent un changement des mentalités qui ne s'est pas encore produit.

Serge Latouche: Avant de changer les politiques, il faut effectivement réévaluer ce que l'on juge important. Il ne peut pas y avoir de politiques de décroissance sans décolonisation de l'imaginaire. C'est une spécificité de l'Occident de voir la réalité uniquement sous l'angle économique. Jusqu'à la Renaissance, en Europe, les sociétés avaient un moteur religieux et justifiaient ce qui nous semble aujourd'hui aberrant comme l'Inquisition, l'intolérance. Aujourd'hui, nous avons un moteur économique qui justifie des choses tout aussi aberrantes comme la destruction de la biodiversité et la mise en cause des conditions de vie humaine sur la planète. Sans retrouver d'autres valeurs, il sera difficile de mener des politiques décroissantistes.

Ceci dit, pour savoir si certaines de ces politiques sont dès aujourd'hui acceptables, ou souhaitées, pourquoi ne pas le demander directement aux citoyens notamment sous la forme de référendums. J'entends souvent l'argument chez les hommes politiques : « On voudrait bien, mais l'opinion publique n'est pas prête. » Sur les OGM ou sur le nucléaire par exemple, ce ne sont pas les gens qui freinent mais les politiques eux-mêmes. En Suisse, toutes les élites économiques,



politiques et scientifiques étaient contre un moratoire sur les OGM. Un référendum d'initiative populaire l'a imposé.

Cosmopolitiques: Mais si vous limitez drastiquement l'usage de la voiture, tout le monde est dans la rue !

Serge Latouche: C'est vrai que les gens sont schizophrènes. Ils ont de plus en plus conscience des enjeux mais veulent que ce soit le voisin qui fasse l'effort. Si on augmente fortement le prix de l'énergie, les routiers et les agriculteurs seront dans la rue. Aujourd'hui, pour produire un kilo de viande il faut 6 litres de pétrole. On a poussé les agriculteurs dans une logique productiviste dont les responsables, politiques et syndicaux, savent qu'elle est une impasse, mais on continue de défendre cette logique en trompant la base. Base qui sait bien qu'on lui ment, mais qui fait semblant de ne rien voir pour ne pas avoir à bouger. Or, le rôle du politique est d'anticiper, de promettre s'il le faut « du sang et des larmes », et non de faire semblant de maîtriser tous les problèmes et de faire croire que le changement de cap se fera sans douleur.

Cosmopolitiques: Sur le plan social, comment faire des syndicats les alliés d'une politique de décroissance de l'empreinte écologique alors que leur revendication première reste l'augmentation du pouvoir d'achat ?

Serge Latouche: La réponse est d'abord dans la réduction drastique du temps de travail. Si on veut que cette réduction réponde à l'intérêt et aux aspirations aussi bien des cadres que des chômeurs et des précaires, alors il vaut mieux, dans un premier temps, songer à une transition plus ou moins longue, pendant laquelle les gains de productivité sont transformés en réduction du temps de travail et en création d'emplois, sans porter atteinte ni au niveau des salaires ni à celui de la production, mais en modifiant le contenu de ce qui est produit. André Gorz le suggérait déjà en 1991. Cependant, la réduction du temps de travail est avant toute chose un choix de société. Il est la conséquence de la révolution culturelle appelée par la décroissance. Il s'agit de manière évidente d'une diminution positive: accroître le temps non contraint pour permettre l'épanouissement des citoyens dans la vie politique, privée, artistique, mais aussi dans le jeu ou la contemplation, est la condition d'une nouvelle richesse. Je crois que les syndicats et les syndiqués peuvent le comprendre.





Cosmopolitiques: Réduire la place de l'économie passe donc par la réduction de la place du travail dans la société?

Serge Latouche: C'est une condition indispensable pour sortir de la société de consommation. Il faut retrouver la part de la vie qui a été écrasée par l'économique. Jusqu'à la Renaissance, la moitié de la vie humaine était contemplative. Puis l'activité laborieuse a pris le pas sur tous les autres temps de vie. Or, on peut produire en dehors de la contrainte salariale, retrouver du plaisir à faire des choses dans une logique d'œuvre et non de labeur, pour reprendre la distinction d'Hannah Arendt. Le mouvement pour la décroissance est donc pour une société du plein-emploi à temps réduit où on travaille beaucoup moins pour travailler tous un peu. Ce qui implique une autre conception de la richesse et de la pauvreté. C'est l'occasion de se rappeler que dans beaucoup de sociétés, la sobriété matérielle était une valeur.

Cosmopolitiques: Pour changer les comportements afin de rendre acceptables les politiques de décroissance, vous comptez aussi sur les catastrophes?

Serge Latouche: Je suis effectivement persuadé de l'effet pédagogique des catastrophes. Après Tchernoobyl, on a vu des populations entières refuser le nucléaire. Or, il y aura des catastrophes de plus en plus graves. Avec l'augmentation du niveau des océans, la moitié du Bangladesh va disparaître, 200 millions de personnes seront exilées. Il y aura des guerres de l'eau, et sans doute une guerre pour les dernières gouttes de pétrole.

Cosmopolitiques: Tous les efforts que nous pourrions faire en France ou en Europe pour aller dans le sens d'une décroissance de l'empreinte écologique ne seront-ils pas ruinés par la croissance de 10 % par an de la Chine et de l'Inde?

Serge Latouche: Il nous a fallu plusieurs siècles, mais il semble que l'Occident a réussi à embarquer la Chine dans la mauvaise direction. Pourtant, je ne suis pas complètement pessimiste car les fondamentaux culturels restent très différents. En Inde, de nombreuses élites sont tout à fait conscientes des enjeux environnementaux et perpétuent la maxime de Gandhi « Vivre plus simplement pour que tous puissent simplement vivre ».

Plus généralement, il est vrai que l'on ne peut pas faire la décroissance dans un seul pays. Mais le risque de découragement en raison de



l'inaction des autres, c'est un peu la tentation du diable. Il faut au contraire montrer la voie pour que les autres pays puissent éventuellement changer s'ils le souhaitent. L'utopie est un moteur.

Cosmopolitiques: Et l'Afrique ?

Serge Latouche: Les Africains ont une capacité bien supérieure à la nôtre pour survivre dans des conditions extrêmes. En un sens, ils sont mieux armés pour l'avenir. De plus, avec la limitation inéluctable de la circulation des marchandises en raison de l'augmentation des coûts de transports, voire la suppression des transports aériens, la mondialisation pèsera moins à l'avenir sur l'Afrique qui va peut-être retrouver des espaces d'autonomie.

En attendant, il faut se rappeler que si nous pouvons vivre comme nous le faisons aujourd'hui, c'est parce qu'une majorité de l'humanité consomme peu. Les capacités biophysiques de la Terre peuvent supporter 23 milliards de Burkinabés, mais seulement 600 millions d'Australiens au niveau de consommation qui est le leur aujourd'hui. Il faut donc une redistribution massive des droits de tirage sur la biosphère: réduire l'empreinte écologique du Nord pour que celle du Sud puisse augmenter.

Entretien réalisé par Pascal Canfin

